

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 02.1/OLUCOME/12/2018 PORTANT SUR LA PAUPÉRISATION EXTRÊME ISSUE DE LA PERSISTANCE DU REFUS DE DIALOGUE, DE L'ISOLEMENT ET DES MÉANDRES DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI QUANT À LA PARTICIPATION À DES SESSIONS ET SOMMETS IMPORTANTS POUR LE BURUNDI.

1. Dans le cadre de la solidarité internationale telle qu'inscrit dans les conventions et traités internationaux ratifiés par le Burundi, la participation au dialogue inter burundais externe et à différentes sessions ou sommets des chefs d'Etats de la sous-région devrait éclairer le Gouvernement burundais actuel à surpasser le repli sur soi dans l'objectif de ne pas faire replonger la population burundaise dans l'extrême pauvreté à laquelle elle est condamnée déjà.

2. D'un côté, selon les intérêts des politiciens burundais, ils ne répondent pas aux intérêts de la population qu'ils sont censés représenter si l'OLUCOME tourne le regard vers le comportement des dirigeants burundais actuels qui optent pour la politique de la chaise vide et l'isolement dans les différentes instances de la sous-région ou du Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme et ailleurs. L'OLUCOME constate avec regret que le Gouvernement du Burundi manifeste une rigidité extrême et ne privilégie plus aucune forme de tolérance ou de débat contradictoire constructif. Parfois, il développe un prétexte d'un deuil non décrété pour ne pas répondre au dialogue, parfois la délégation du Gouvernement Burundais préfère rester dans les chambres d'hôtel avec les frais énormes du contribuable burundais. Et plus d'un se demande que la non-participation du Gouvernement du Burundi dans le sommet des chefs d'Etats et des Gouvernements n'a d'autres mobiles que l'incapacité de répondre à des questions épineuses qui hantent la population burundaise.

3. Le jeu au cache-cache serait la nouvelle stratégie adoptée par le Gouvernement pour boycotter les sessions du dialogue inter burundais, des sommets ou encore des conseils où on invoque les questions en rapport avec la violation de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi plus particulièrement les questions de gouvernance économique, politique, sociale et les droits humains. De plus, une nouvelle stratégie vient d'être trouvée pour refuser le dialogue, selon la lettre n°100/196 /2018 du 04 décembre 2018 du président Pierre Nkurunziza adressée au Président ougandais Yoweri Kaguta Museveni Médiateur dans la crise burundaise selon laquelle le Gouvernement burundais exige qu'avant qu'il participe au dialogue inter burundais, qu'il faut d'abord que l'East African Community (EAC) règle le différend qui se trouve entre le Burundi et le Rwanda. Tout en souhaitant que le conflit qui existe entre le Burundi et le Rwanda soit réglé, il est inexplicable d'avancer cet argument pour participer au dialogue qui vise la paix, et la restauration de l'accord d'ARUSHA pour la paix et la réconciliation des burundais.

4. De l'autre côté, le Gouvernement du Burundi continue à requêter les contributions et taxes anti constitutionnelles chez les citoyens trop pauvres qui ne peuvent plus satisfaire ne fût-ce que les besoins fondamentaux (se nourrir, se loger, se faire soigner et s'habiller). Chez un seul et même citoyen, prenons un enseignant,

les contributions sont actuellement perçues plus de 13 fois dont 5 fois pour les élections de 2020. Tenez, 1) la contribution à travers le budget général de l'Etat, 2) la contribution par ménage, 3) les retenues à la source sur salaire, 4) la contribution dans différents ministères et services auxquels il relève, 5) la contribution au niveau des communes et provinces à laquelle il est natif, 6) la contribution des élèves en âge de voter en 2020, 7) les taxes exigées pour le parti au pouvoir, 8) la contribution pour la construction des stades, 9) la contribution pour les centres de santé, 10) la contribution pour construire les écoles, 11) la contribution pour les cahiers de ménage, 12) les taxes de sécurité, 13) la contribution à l'école pour différentes raisons. Et actuellement, il est parfois exigé d'entrer dans un marché, de se faire soigner ou avoir accès aux services publics communaux muni du reçu de ces contributions faute de quoi, le citoyen est refusé de tout accès et considéré comme faisant parti des ennemis du pays. Après avoir fait des calculs, un enseignant contribue mensuellement en moyenne 70.000 fbu alors qu'il touche moins de 120.000 fbu c'est-à-dire qu'il lui est demandé plus de 71,4 % par mois. La question que l'OLUCOME pose au Gouvernement du Burundi est la suivante : Requêter une population dont 72,9% vivent en dessous du seuil de la pauvreté, c'est ça la souveraineté que les dirigeants burundais ne cessent de brandir ? L'OLUCOME rappelle que 90 % de la richesse du Burundi se trouvent dans les mains de ceux qui sont au pouvoir ou qui y étaient et /ou de leurs lieutenants qui ne paient pas des impôts et taxes.

5. Nul n'ignore que le Burundi est parmi les deux premiers pays les plus pauvres au monde et son peuple ne sait pas à quel saint se vouer quant à l'extrême pauvreté qui bâtit son plein aujourd'hui où elle atteint un record de 72,9% selon les chiffres de la Banque Mondiale. Le Gouvernement du Burundi semble cheminer son peuple dans un marasme économique en privilégiant l'endettement intérieur. Et dans l'histoire du pays, il est quasi remarquable que c'est la première fois que l'endettement intérieur a atteint plus de 1 500 milliards de francs Burundais car il n'est plus crédible à la dette extérieure. Les recettes qui ont augmenté de 13% depuis 2015, sont uniquement utilisées pour le budget de fonctionnement au détriment des investissements et sont passées de 600 à 800 milliards Fbu. Le revers des sanctions économiques prises par l'Union européenne et les pays membres continue à se manifester dans tous les secteurs de la vie nationale.

6. Ce qui étonne l'Observatoire est que le Gouvernement en place, au lieu de s'atteler à trouver des solutions durables aux problèmes pertinents qui hantent les citoyens burundais entre autres les problèmes de l'extrême pauvreté, de corruption, de chômage, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance politique, il invente des prétextes pour détourner les esprits des burundais. Autre argument de plus qui pourrait être avancé lors du sommet de l'EAC : comme il est devenu une habitude pour le couple présidentiel d'organiser une croisade d'action de grâce à la fin de chaque année, l'Observatoire craint que le Gouvernement pourrait avancer cette croisade comme argument pour s'absenter encore une fois au sommet des chefs d'Etats projeté pour le 27 décembre 2018. A son niveau l'OLUCOME ne fait qu'envoyer les organisateurs de la croisade dans la Bible dans Mathieu chapitre 12 verset 10 quand Jésus a condamné formellement le comportement des pharisiens qui ne voulaient pas qu'il guérisse un homme à la main paralysée arguant qu'il ne pouvait pas le guérir le jour du sabbat.

7. De tout ce qui précède, l'Observatoire recommande ce qui suit :

Aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à l'Union Européenne et à l'East African Community (EAC) :

- de prendre des mesures contraignantes pour ceux qui refusent de donner la paix et la

stabilité politique et socio-économique au peuple burundais dans le but de faire respecter les conventions et traités auxquels le Burundi a adhéré, notamment en s'appuyant aux principes de **respecter, de réaliser et de protéger** auxquels le Burundi a une obligation d'honorer.

Au Gouvernement actuel :

- de sursoir la guerre des égo et retrouver l'humilité, comprendre que le compromis, la tolérance, le débat contradictoire, la cohésion sociale, la redevabilité et l'amour du travail sont les seuls aspects qui mènent à la paix durable, la stabilité, la bonne gouvernance et le développement socioéconomique durable ;

Aux citoyens burundais :

- de refuser qu'ils s'embourbent dans la misère par des politiciens aux intérêts égoïstes ;

A ceux qui sont au pouvoir et ceux qui prétendent régner un jour :

- de savoir que la population burundaise observe et encaisse ;

A tout un chacun :

- d'amener le Gouvernement à répondre aux sessions et sommets en vue de répondre aux questions actuelles qui menacent gravement la paix et la stabilité de la région des Grands Lacs.

Fait à Bujumbura, le 07 / 12 / 2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

